



La vague 2004 de l'enquête barométrique de la Drees a fait apparaître une forte inquiétude des Français face au chômage et à l'exclusion, en lien avec le retournement de la conjoncture économique.

Les préoccupations liées aux problèmes environnementaux et aux guerres dans le monde, mais aussi au financement de la protection sociale sont en hausse. C'est toutefois le chômage qui redevient en 2004 le problème social à traiter en priorité selon les Français, à la place qu'occupait en 2002 l'insécurité.

Comme les années précédentes, deux oppositions principales structurent les opinions des Français en matière de politiques sociales : selon que l'on considère que la société est plutôt juste ou plutôt injuste d'une part, et selon que l'on estime que les aides sociales doivent être versées avec ou sans condition d'autre part.

Le poids de ceux qui considèrent la société comme plutôt injuste et sont favorables à l'universalité des aides (les " outsiders ") s'accroît. Ce sont des personnes plutôt en marge, en situation souvent difficile et aux revenus les plus modestes. Elles expriment des opinions beaucoup plus solidaires (en faveur des aides sociales sans contrepartie) qu'au cours des enquêtes précédentes. Deux autres groupes rassemblent des personnes mieux intégrées et se distinguent par leur opinion vis-à-vis des contreparties à demander aux bénéficiaires de la solidarité (les " insiders ", universalistes ou sélectifs). En matière de justice sociale, une majorité de Français pensent aussi qu'une politique redistributive plus forte leur bénéficierait personnellement. Le fait de garantir les besoins de base et la reconnaissance des mérites de chacun est jugé plus important que la réduction des inégalités. Enfin, le goût du travail et l'éducation sont placés en tête des facteurs de réussite. La hiérarchie des différents facteurs dépend toutefois grandement de l'appartenance à un groupe typologique.

Michel FORSÉ
CNRS
Maxime PARODI
OFCE

Les opinions des Français sur les politiques sociales en 2004 : une inquiétude accrue qui modifie les demandes de solidarité

L'enquête barométrique de la Drees permet de suivre l'opinion des Français dans de nombreux domaines afin de mieux comprendre leurs attentes à l'égard de l'Etat-providence et leurs jugements sur la protection sociale. Lors d'une précédente étude sur les trois premières vagues de cette enquête (2000, 2001 et 2002), nous avons pu observer (Forsé et Parodi, 2003) d'une part une assez forte structuration de l'opinion qui se traduisait par une relative stabilité des réponses, et d'autre part quelques variations significatives, allant dans le sens d'un regain d'optimisme, concomitant d'une baisse du chômage entre 2000 et 2002. Toutefois, à partir de cette dernière date, la conjoncture économique devient plus défavorable, notamment en raison d'une remontée du chômage. Du point de vue des opinions, la quatrième vague de l'enquête de la Drees (menée entre le 8 mars et le 18 avril 2004, sur un échantillon représentatif de 4 000 personnes âgées de 18 ans et plus) fait écho à ce changement (Boisselot, 2005) et témoigne d'une nette inversion de tendance, concernant les préoccupations et l'inquiétude face à l'exclusion.



Pour en rendre compte et en mesurer les implications, nous commencerons par examiner les opinions qui ont significativement varié en 2004 et sont en rupture avec celles exprimées lors des vagues précédentes. Nous étudierons ensuite la structuration de ces opinions pour situer plus synthétiquement les mouvements observés. Nous nous demanderons en particulier dans quelle mesure les exigences normatives exprimées par les enquêtés sont liées à la conjoncture socio-économique. Cela nous amènera, dans un dernier temps, à analyser les questions relatives à la justice sociale, qui, bien qu'introduites dans le questionnaire en 2004 ne sont pas sans intérêt pour comprendre certaines évolutions des opinions.

De 2002 à 2004, des inquiétudes et préoccupations qui s'accroissent...

Sur l'ensemble des réponses qui ont varié de plus de 5 % entre 2002 et 2004, on observe en premier lieu une forte hausse du pessimisme, qui marque un retournement par rapport aux années précédentes. Au premier trimestre 2004, les enquêtés se disent plus pessimistes pour eux-mêmes (38 % en 2004 contre 31 % en 2002) et pour leurs enfants. Ils jugent plus souvent que les inégalités et la pauvreté ont augmenté dans les cinq années précédentes et continueront à augmenter à l'avenir. Les préoccupations personnelles à l'égard de la pauvreté et du chômage sont également en hausse (pour le chômage, les très préoccupés passent de 55 % en 2002 à 62 % en 2004), tout comme les préoccupations liées aux problèmes environnementaux. On note en outre une montée de la préoccupation (personnelle et pour la France) suscitée par les guerres dans le monde. Les enquêtés se disent également plus préoccupés pour la France par les problèmes de pauvreté et du chômage, tout comme par les problèmes liés aux crises financières. Cette montée du pessimisme est d'abord due aux personnes d'âge actif, les 18-24 ans et les plus de 65 ans étant au contraire moins inquiets.

Le pessimisme s'étend aussi de façon plus générale à l'état de santé des Français. Comme cela était déjà apparu précédemment, cette question est en effet très sensible au moral et à l'optimisme général des enquêtés. Entre 2002 et 2004, leurs opinions se sont sensiblement déplacées vers l'idée que l'état de santé des Français s'est dégradé (de 26 % en 2002 à 31 % en 2004), alors même qu'en retour, deux inquiétudes sont en retrait : celles liées aux risques alimentaires et aux accidents de la route.

...avec une priorité redonnée au problème de l'emploi

Cette diminution de l'optimisme se retrouve encore dans les réponses aux questions sur les causes de l'exclusion et de la pauvreté. Les Français jugent moins que cela tiendrait simplement à un manque de qualification ou à un refus de travailler et ils affirment plus souvent que cela est dû aux licenciements pratiqués par les entreprises (les « tout à fait d'accord » passent de 35 % en 2002 à 41 % en 2004). Cela se traduit par un sentiment renforcé quant à l'impuissance des pouvoirs publics à résoudre en profondeur les problèmes liés aux inégalités sociales et à la pauvreté, sachant que les enquêtés disent par ailleurs plus souvent qu'« il faut réformer la société sur certains points » (77 % en 2004 contre 71 % en 2002), mais non « la changer radicalement ».

Par ailleurs, tandis qu'en 2002 la délinquance et la sécurité étaient devenues le problème social considéré comme prioritaire, ce n'est plus le cas au début 2004 (34 % en 2002 pour 13 % en 2004). Son niveau se situe même en deçà de celui observé lors des trois vagues précédentes. En revanche, 2004 se caractérise par un retour de la priorité accordée au problème du chômage avec une évolution de 10 points des opinions en ce domaine (de 29 % en 2002 à 39 % en 2004). Cette priorité accordée au chômage correspond surtout à une opinion masculine, l'opinion féminine se partageant entre lutte contre le chômage et lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Une conscience accrue des problèmes de financement des comptes sociaux

On note d'autre part l'affirmation plus fréquente qu'il faut se préoccuper du financement de la Sécurité sociale. Le sentiment qu'il serait possible de régler les problèmes de financement en matière de protection sociale (allocations chômage, allocations familiales ou retraites) sans hausse des cotisations est en retrait sensible (par exemple, de 66 à 59 % entre 2002 et 2004 concernant le chômage). Dans ces trois domaines, une plus grande prise en compte des contraintes budgétaires semble se faire jour. Les Français acceptent davantage qu'auparavant de dire qu'« il y a des raisons de limiter les dépenses de santé » (27 % en 2002 et 36 % en 2004).

Dans le même temps, les enquêtés ont toutefois tendance à refuser l'idée de réduire le niveau des prestations sociales (assurance maladie, retraites, allocations familiales, allocations chômage) en échange d'une réduction des prélèvements obligatoires. Ils affirment plus fermement que le monopole de la Sécurité sociale n'est pas un problème (70 % en 2002 contre 78 % en 2004) et approuvent au contraire dans une plus grande proportion l'idée que « les systèmes d'assurance maladie ou de retraite doivent rester publics ». Ils sont plutôt en faveur d'une augmentation des cotisations patronales pour aider à financer la protection sociale, mais insistent également sur l'idée que les allocations de chômage sont un droit soumis à des contreparties. Cette opinion, loin de se retourner à partir de 2002 avec le cycle de la conjoncture économique, est en hausse constante depuis quatre ans et semble indiquer une évolution structurelle sur la période. Enfin, l'Europe n'apparaît plus à la majorité des Français comme une solution aux problèmes de la protection sociale : on passe, entre 2002 et début 2004, de 57% de Français convaincus que « l'Europe est une bonne ou une très bonne chose pour résoudre ces problèmes » à 47%.

**Une sensibilité plus marquée
aux inégalités entre hommes
et femmes et aux disparités
d'accès aux soins**

La perception des inégalités s'est également modifiée sur la période. De l'avis des Français, ce sont toujours les inégalités de revenus qui sont les moins acceptables, mais cet item, en baisse, est en passe d'être rejoint par celui, en hausse, touchant aux inégalités d'accès aux soins. Les enquêtés estiment ainsi davantage en 2004 que l'on n'a pas la même qualité de soins suivant son revenu ou le lieu où l'on habite. Dans le même temps, ils affirment de plus en plus que l'assurance maladie et la retraite devraient bénéficier à tous. L'extension d'une telle conception universaliste va de pair avec une certaine recherche d'équité. Reprenant les débats sur l'âge de départ en retraite, l'opinion française se prononce largement en 2004 en faveur d'un départ calculé en fonction de l'âge d'entrée dans la vie active (90 % contre 60 % en 2002).

Plus généralement, la plupart des prises de position à caractère universaliste sont en hausse en 2004, avec une sensibilité plus marquée aux problèmes de discrimination. Les Français considèrent ainsi de plus en plus que « les homosexuels sont comme les autres » (+5,5%), qu'« il n'est pas normal qu'une femme fasse plus de sacrifice qu'un homme pour réussir dans son métier » (+6,2%) ou qu'elle doive rester à la maison (+10,1%). La sensibilité aux inégalités entre hommes et femmes est d'ailleurs plus forte puisque davantage de Français jugent que les femmes connaissent un risque plus élevé d'exclusion ou de pauvreté que les hommes.

Néanmoins, dès qu'il s'agit de questions ayant un caractère plus directement économique et touchant notamment aux problèmes de solidarité (niveau des prestations, contreparties aux allocations, sélection de leurs bénéficiaires, etc.), la tendance est plutôt à la stabilité des opinions. Pour distinguer ces deux formes d'universalisme, puisqu'elles n'évoluent pas de la même manière, nous parlerons ici de solidarisme lorsque la question posée dans l'enquête a trait à la redistri-

bution économique et sociale et nous réserverons le terme d'universalisme aux questions à caractère plus général ou plus moral.

**La structure des opinions
reste stable**

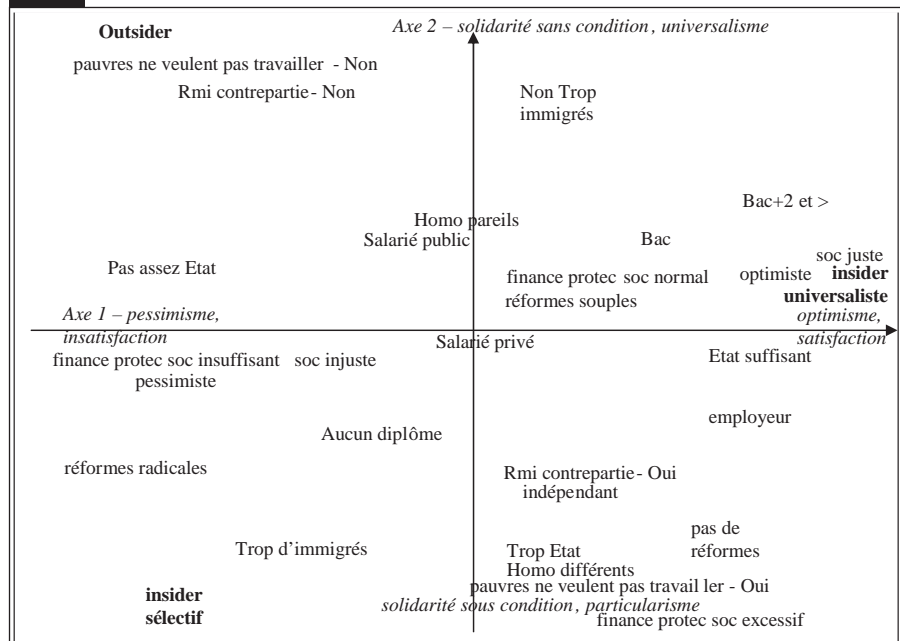
Lors des études précédentes nous avons effectué sur les vagues de 2000, 2001 et 2002 des analyses factorielles suivies de classifications ascendantes hiérarchiques pour disposer d'un panorama de l'opinion sur les principaux thèmes du questionnaire. Nous avons ainsi pu repérer les éléments les plus discriminants qui structurent cette opinion et caractériser certaines de ces polarisations. Bien que les variations des réponses soient plus fortes en 2004, il est possible de rééditer ces analyses. Techniquement, il s'agit d'effectuer une analyse de correspondances multiples sur un même ensemble de trente questions pour les quatre vagues, cet ensemble balayant la plupart des thèmes du questionnaire, à savoir : les opinions généra-

les sur la société, l'État et l'Europe ; les sentiments sur l'avenir et les préoccupations ; certaines opinions morales ; la perception des inégalités et de la pauvreté ainsi que leurs causes supposées ; les contreparties des allocations ; la retraite, la protection sociale et la santé.

L'interprétation des deux premiers axes factoriels (graphique 1) ne change pas en 2004 (Forsé et Parodi, 2001). Le premier axe (horizontal) fait toujours apparaître une opposition entre les personnes qui estiment que la société française est plutôt juste et les autres. Les premières sont plutôt satisfaites de l'état de la société et confiantes en l'avenir. Cette confiance et cet optimisme vont de pair avec un certain conservatisme. Sur le plan sociodémographique, il s'agit en particulier des plus diplômés, professions libérales ou cadres supérieurs, à hauts revenus et habitant plus souvent Paris. Les autres enquêtés, à l'autre extrémité de ce premier axe, sont plutôt insatisfaits de la société dans son ensemble et s'avèrent pessimistes quant à l'avenir. Ils ont également tendance à

G
•01

résumé de l'analyse factorielle en 2004



Note de lecture : Sans un fort taux d'agrandissement, le graphique contenant tous les points (une centaine) situés dans ce plan factoriel est très difficilement lisible. Pour pallier ce problème, seul un nombre plus restreint est ici représenté, sans que cela n'empêche toutefois de saisir la logique d'ensemble de l'analyse. Les significations que l'on peut attribuer aux axes figurent en italique. Les points correspondant à des opinions sont seuls actifs dans la formation de ces axes. Les autres, décrivant des positions sociodémographiques ou les classes de la typologie, sont introduits en variables supplémentaires.
Source : Enquête barométrique de la Drees

souhaiter des réformes plus radicales. Ce sont évidemment plutôt des personnes en situation plus fragile ou précaire (individus élevant seuls leurs enfants avec moins du SMIC, chômeurs, souvent moins diplômés, et plus vieux).

Le deuxième axe (vertical) rend compte, pour 2004 comme précédemment, d'une opposition entre des opinions privilégiant des politiques de solidarité (salariés notamment du public) et des opinions économiquement plus libérales (indépendants). On retrouve en bas du graphique l'idée que le financement de la Sécurité sociale est excessif, qu'il y a plus généralement trop d'État et que le monopole de la Sécurité sociale est une mauvaise chose. On trouve également l'idée que les exclus sont plutôt de mauvaise volonté (« ils ne veulent pas travailler »), et qu'il faut en conséquence être sélectif dans l'attribution des diverses allocations, en demandant aux bénéficiaires des contreparties en échange des aides qu'ils reçoivent. À l'opposé, ceux qui ont une opinion « solidariste » insistent sur l'idée d'inconditionnalité des aides publiques : ils refusent par exemple de demander une tâche d'intérêt général aux chômeurs ou d'exiger une contrepartie au RMI. Ce deuxième axe recouvre également une opposition quant à l'universalisme des opinions dans le domaine moral. Comme les années précédentes, mais davantage encore, l'universalisme dans le domaine moral apparaît fortement corrélé au solidarisme économique.

En 2004, une question sur la pratique religieuse a été introduite dans le questionnaire¹. Il est intéressant de repérer la position des modalités de cette variable, prise ici comme variable supplémentaire. On constate alors que les pratiquants réguliers se retrouvent plutôt dans le cadran inférieur droit, c'est-à-dire du côté des personnes intégrées : ils sont en effet plus satisfaits mais aussi plus sélectifs que la moyenne en matière de redistribution. Les

non-pratiquants, pour leur part, se situent davantage dans le cadran opposé, celui des personnes plutôt en marge.

Un déplacement des opinions vers celles des personnes plutôt en marge

Une méthode possible pour étudier les variations entre les quatre vagues consiste à refaire cette analyse factorielle sur les quatre années simultanément, puis à repérer les déplacements annuels à l'intérieur de cette structuration d'ensemble (graphique 2). Le point représentatif de l'année d'enquête varie alors comme suit : en 2000, il se situe plutôt au centre du graphique, puis, en 2001 et 2002, il se déplace vers le cadran sud-est, celui des personnes satisfaites et sélectives quant à l'attribution des aides, pour aboutir en 2004 dans le cadran opposé nord-ouest, celui des insatisfaits, économiquement plus fragiles et demandeurs de solidarité précaires et solidaires. Autrement dit, en moyenne, l'évolution de l'opinion allait entre 2000 et 2002 dans le sens d'une plus grande satisfaction et d'une plus grande exigence vis-à-vis des personnes à aider. Entre 2002 et 2004, la tendance s'est inversée. Les enquêtés font davantage écho aux opinions des personnes en situation de fragilité économique et soucieuses que les aides demeurent universelles pour être à même de lutter contre l'exclusion. Ce mouvement, bien que de faible ampleur comparée à d'autres variables de l'ACM (qui sont donc plus discriminantes), apparaît significatif (F de Fisher = 28,9 pour 3 degrés de liberté, soit $p < 0,001$).

Une évolution à la fois conjoncturelle et structurelle des principaux groupes d'opinion

A l'occasion des analyses effectuées sur les vagues de 2000 à 2002, nous avons également proposé une typologie à partir d'une méthode de classifica-

tion déduite des analyses des données. En réitérant cette classification sur les quatre années, nous retrouvons la même logique de structuration en trois groupes d'opinions². Rappelons-en rapidement les traits caractéristiques. On observe tout d'abord un groupe de personnes plutôt en marge (*outsiders*), qui se considèrent mal protégées par l'État et souhaitent à la fois un accroissement de l'État-providence et une réallocation des ressources mieux ciblée en leur faveur, puis un groupe d'intégrés (*insiders*) universalistes, plutôt satisfaits, qui refusent les inégalités sociales tout en ayant tendance à les sous-estimer. Ils pensent plutôt que les allocations actuelles répondent en grande partie aux problèmes et qu'il ne faut pas grand-chose pour remédier à ce qu'il reste d'injustice. Ils refusent toutefois une plus grande sélectivité dans l'attribution des diverses aides de l'État-providence. Le troisième pôle est celui des intégrés (*insiders*) sélectifs. Ils sont assez satisfaits de leur situation, mais considèrent néanmoins que la fiscalité de l'État-providence est trop lourde et s'inquiètent des gaspillages. Pour eux, l'État doit être plus strict et sélectif dans l'attribution de ses aides. Dans les graphiques factoriels (non reproduits ici) résultant d'analyses effectuées sur l'ensemble des années, les personnes plutôt en marge se trouvent dans le cadran nord-ouest, les intégrés universalistes au nord-est et les intégrés sélectifs au sud.

G
• 02

positions des points moyens correspondant aux quatre années dans l'analyse factorielle effectuée sur l'ensemble de ces années

2004	axe 2	
axe 1	2000	2001 2002

Source : Enquête barométrique de la Drees

1. Cette question portait sur la régularité de la pratique mais elle ne s'accompagnait pas de questions sur l'affiliation religieuse.

2. La classification est effectuée à partir des coordonnées factorielles des individus sur les cinq premiers axes de l'ACM en appliquant la méthode de Ward et une méthode de consolidation pour maximiser la variance interclasse. Pour plus de détails sur ces méthodes de classification ou les techniques d'analyse de correspondances multiples, on pourra consulter l'ouvrage de Ludovic Lebart, Alain Morineau et Marie Piron (2000).

Les caractéristiques sociodémographiques de ces groupes sont tout à fait significatives. Les personnes « plutôt en marge » sont plus particulièrement des femmes et des personnes plus âgées ; elles vivent dans des petites villes ou des communes rurales, sont de catégories plutôt modestes, peu diplômées et connaissent plus souvent des conditions de travail précaires ou sont à la recherche d'un emploi. Les « intégrés universalistes » sont plutôt des hommes, jeunes ; ils vivent plus souvent en agglomération parisienne et disposent de bons revenus et de hauts niveaux de diplôme. Enfin, les « intégrés sélectifs » sont également plutôt des hommes d'âge mûr ; ils vivent dans de petites villes et sont souvent indépendants ou, lorsqu'ils sont salariés, travaillent comme ouvriers dans le secteur privé. Ils possèdent un niveau de diplôme inférieur ou moyen.

Cette structuration de l'opinion se retrouve chaque année, et dès lors comment interpréter les variations observées en 2004 ? Les tris à plat et le déplacement du point correspondant à l'année 2004 vers le cadran nord-ouest du graphique factoriel suggèrent que, lorsque la conjoncture socio-économique se dégrade et induit un accroissement du pessimisme, l'opinion se tourne plutôt vers un renforcement de l'universalisme et du solidarisme (tous deux représentés par l'axe 2). Pourtant, d'après les analyses factorielles (effectuées séparément pour chaque année ou toutes ensemble), l'optimisme (axe 1) et le solidarisme (axe 2) demeurent globalement des dimensions orthogonales. Il y a donc vraisemblablement dans ces relations une part structurelle et une part conjoncturelle dans l'évolution qu'il est intéressant de tenter de distinguer.

Une exigence accrue de contreparties dans les politiques sociales mais des opinions plus « solidaristes » de la part des groupes touchés par l'inquiétude du chômage

Notons tout d'abord que, si l'exigence de solidarité ne change pas en moyenne, elle a tendance à augmenter chez les personnes « plutôt en marge » (alors qu'elle régresse chez les « intégrés universalistes »), moins d'ailleurs en raison de leur préoccupation ou pessimisme accrus que de leur changement d'opinions à propos des causes de l'exclusion (attribuée pour une plus forte proportion d'entre eux au manque de travail) et des conséquences morales qu'ils en tirent en soutenant plus fermement des positions proches de l'universalisme moral.

Ainsi, pour une question symbole, l'enquête montre un lien qui se renforce en 2004 entre l'universalisme moral et des positions « solidaristes » en matière de politiques sociales³ (tableau 1).

Or, cette évolution intervient alors même que les exigences normatives pèsent davantage dans les jugements relatifs au type de solidarité ou d'aide qu'il convient d'apporter à ceux qui sont privés d'emploi.

Ainsi, le fait de penser que la société est globalement juste ou injuste n'apparaît pas directement lié aux exigences en matière de solidarité. Au contraire, juger en 2004 qu'« il est très important de garantir les besoins de base pour tous » pour qu'une société soit juste conduit à soutenir fermement une opinion favorable à des politiques de solidarité sans contreparties exigibles. La perception actuelle de la société est donc moins importante que le jugement sur ce qui devrait être pour expliquer les opinions relatives aux politiques de solidarité. Dans ce contexte, la montée du pessimisme n'a pas le même effet sur le solidarisme selon les groupes d'opinion. Les personnes « plutôt en marge » ont tendance à associer solidarisme et pessimisme. Les intégrés universalistes lient au contraire optimisme et solidarisme, tan-

T • 01 croisement des questions « les homosexuels sont des gens comme les autres »¹ et « demander aux chômeurs d'accepter les emplois qui leur sont proposés » en 2002 et 2004 (résidus ajustés²)

		Demander aux chômeurs d'accepter les emplois qui leur sont proposés	
Vague	Les homosexuels sont des gens comme les autres	Oui	Non
2002	Plutôt d'accord	-4,3	4,3
	Plutôt pas d'accord	4,3	-4,3
2004	Plutôt d'accord	-7,3	7,3
	Plutôt pas d'accord	7,3	-7,3

1. Une validation forte de l'interprétation des réponses à cette question en termes d'opposition entre universalisme et particularisme est donnée un peu plus loin.
2. Le résidu ajusté (ou résidu standardisé ajusté) est un paramètre d'écart à l'hypothèse d'indépendance, dans la liaison entre deux modalités de réponse, qui suit asymptotiquement une loi normale centrée réduite. Ainsi, une valeur en dehors de l'intervalle [-1,65, +1,65] indique un écart à l'indépendance significatif au seuil de 10 % ; une valeur en dehors de l'intervalle [-1,96, +1,96] indique un écart à l'indépendance significatif au seuil de 5 % ; une valeur en dehors de l'intervalle [-2,58, +2,58] indique un écart à l'indépendance significatif au seuil de 1 %.
Source : Enquête barométrique de la Drees

3. Lors des deux précédentes études, nous avons en effet utilisé la question sur les homosexuels (« sont-ils des gens différents ou comme les autres ? ») pour indiquer une orientation morale libérale ou universaliste *versus* perfectionniste ou particulariste. De nombreux éléments allaient dans le sens de cette interprétation. Un croisement de cette question avec celles sur la justice sociale permet à présent de le confirmer nettement. Ceux qui jugent que les homosexuels sont des gens comme les autres soutiennent aussi de manière particulièrement significative (résidu ajusté = +6,6) qu'il est « très important » pour qu'une société soit juste qu'elle garantisse à tous la satisfaction des besoins de base. Ils sont donc incontestablement du côté de l'orientation universaliste. Les corrélations avec la reconnaissance des mérites (résidu ajusté = +3,2) ou la réduction des inégalités de revenu (résidu ajusté = +1,9) existent, mais elles sont moins élevées.

dis que les intégrés sélectifs ne relient pas leurs souhaits de contreparties aux aides sociales à leur insatisfaction ou à leur optimisme. Le déplacement observé du point moyen de l'année 2004 vers la position des personnes plutôt en marge pouvait laisser penser que la conjoncture moins bonne de l'emploi avait pu conduire à un renforcement du lien entre pessimisme et solidarisme. Or ce n'est pas le cas de façon générale, à l'exception de la préoccupation personnelle à l'égard du chômage. Ce que montre donc surtout le contexte de 2004, c'est que l'inquiétude personnelle d'être exclu ou au chômage entraîne à davantage soutenir des normes universalistes et solidaristes dans le domaine des politiques sociales.

Davantage de soutien à une redistribution renforcée chez ceux qui s'en estimeraient bénéficiaires

Ces normes peuvent d'ailleurs être mieux cernées grâce un ensemble de questions sur la redistribution et sur la justice sociale introduites dans l'enquête en 2004. L'une d'elles demandait aux individus d'estimer s'ils font plutôt partie de ceux qui bénéficieraient d'une politique redistributive plus forte, ou s'ils font plutôt partie de ceux qui supporteraient le poids de cette redistribution en faveur des plus défavorisés. Tout d'abord, malgré la difficulté de la question qui faisait craindre un taux élevé de non-réponse, 95 % des enquêtés se sont prononcés. Une part importante d'entre eux (43 %) estime

toutefois qu'une politique plus redistributive n'aurait aucun effet sur leur propre situation. 10 % des enquêtés pensent qu'ils y gagneraient beaucoup, et 28 % un peu. À l'inverse, 12 % disent qu'ils y perdraient un peu, et 2 % beaucoup. Il y a donc plus de gens qui pensent y gagner qu'y perdre. Ce résultat est logique compte tenu de la structure des revenus et de l'esprit d'ensemble d'une politique de redistribution.

La mise en regard de cette question et du revenu net mensuel du ménage montre que l'effet estimé de cette politique redistributive est bien en rapport avec la situation financière réelle du ménage. De même, l'appréhension de l'impact d'une politique redistributive et les variables sociodémographiques usuelles (sexe, âge, CSP, diplôme) font toutes apparaître un lien statistique significatif. Les écarts de réponses entre les catégories reflètent manifestement des écarts de revenu. Ainsi, les femmes, les jeunes, ceux qui appartiennent aux classes populaires et ont des bas niveaux de diplôme déclarent qu'ils bénéficieraient d'une politique redistributive supplémentaire.

En analysant cette question en fonction de la typologie des opinions, on obtient en outre des résultats conformes à ce que l'on peut anticiper (tableau 2). Les écarts significatifs à la moyenne (jugés à l'aune des résidus ajustés) montrent que les personnes « plutôt en marge » déclarent plus souvent qu'elles bénéficieraient beaucoup d'une politique redistributive supplémentaire. Les « intégrés sélectifs » ne s'écartent guère de la position moyen-

ne d'ensemble, si ce n'est pour dire qu'ils perdraient à une telle politique. Les « intégrés universalistes » jugent quant à eux nettement moins que les autres que leur revenu augmenterait sensiblement et sont conscients que leur revenu aurait tendance à diminuer, même s'ils pensent que cette diminution serait somme toute assez faible.

Cette question sur l'effet d'une politique redistributive supplémentaire est suivie d'une autre portant sur le fait d'être « d'accord ou non pour renforcer une telle politique ». Le lien entre les deux questions est évidemment fort, et tous les indicateurs de corrélations (entre deux variables ordinales) sont largement significatifs (dans tous les cas $p < 0,001$). Sans surprise, les personnes qui estiment y gagner sont le plus en faveur d'une politique de redistribution renforcée.

La relation avec le revenu du ménage est toutefois moins nette que précédemment (même en tenant compte de la taille du ménage, en fonction du revenu par unité de consommation), et les liens avec la catégorie socioprofessionnelle, le diplôme, le sexe ou l'âge ne sont pas significatifs. En revanche, la significativité apparaît en utilisant des mesures d'association entre variables prises ordinalement. En particulier, les catégories populaires et faiblement diplômées soutiennent davantage que les autres une nouvelle politique redistributive. Quant au lien avec la classe typologique, il est une fois encore conforme à ce que l'on peut attendre (tableau 3). Les personnes « plutôt en marge » sont très favorables à une politique de redistribution supplé-

6

T
• 02

croisement des groupes d'opinion avec les réponses à la question portant sur l'impact d'une politique redistributive sur le revenu

		mon revenu augmenterait beaucoup	mon revenu augmenterait un peu	mon revenu resterait inchangé	mon revenu diminuerait un peu	mon revenu diminuerait beaucoup
Plutôt en marge	% dans typo	13,7%	29,5%	44,0%	10,9%	1,9%
	Résidu ajusté	5,2	0,6	-1,5	-2,6	-1,7
Intégré particulariste	% dans typo	10,4%	28,0%	45,8%	11,8%	4,1%
	Résidu ajusté	-0,4	-0,7	0,3	-0,7	3,6
Intégré universaliste	% dans typo	7,2%	29,0%	46,8%	15,0%	2,0%
	Résidu ajusté	-5,1	0	1,4	3,4	-1,2
Ensemble	% dans typo	10,8%	29,0%	45,3%	12,5%	2,4%

Source : Enquête barométrique de la Drees

T •03 croisement des groupes d'opinion avec les réponses à la question : « Supposons que le gouvernement mette en place une politique destinée à réduire les inégalités de revenu ; vous personnellement, seriez-vous ... »

		Opinion sur une politique de redistribution				
		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
Outsider	% dans typo	38,7%	45,0%	9,1%	7,2%	100,0%
	Résidu ajusté	7,9	-3	-4,9	-2,2	
Insider particulariste	% dans typo	29,5%	42,1%	14,9%	13,5%	100,0%
	Résidu ajusté	-1,8	-3,6	2,9	6,3	
Insider universaliste	% dans typo	25,0%	54,8%	13,9%	6,3%	100,0%
	Résidu ajusté	-6,8	6,3	2,7	-3,2	
Ensemble	% dans typo	32,1%	47,7%	12,0%	8,2%	100,0%

Source : Enquête barométrique de la Drees

mentaire. Les « intégrés sélectifs » y sont défavorables, et même très défavorables, alors que les « intégrés universalistes » se disent plutôt d'accord avec une telle politique, sans la soutenir ou la rejeter totalement.

Les priorités en matière de justice distributive

Le questionnaire de 2004 reprenait également un ensemble de questions usuelles en psychologie sociale (Deutsch, 1975) pour cerner les différents éléments qui font, du point de vue de chaque personne, qu'une distribution de biens est jugée juste ou injuste. Pour cela, il a été demandé aux enquêtés si « pour qu'une société soit juste, il est très important, assez important, peu important ou pas important du tout : 1) de garantir les besoins de base pour tous (nourriture, logement, habillement, éducation, santé) ; 2) de réduire les inégalités de revenus entre citoyens ; et 3) de donner à chacun la chance de réussir selon son mérite et ses qualités personnelles⁴ »

Il apparaît tout d'abord que, parmi les trois objectifs de justice sociale, la garantie universelle des besoins et le mérite (avec les réserves faites en note) sont jugés nettement plus importants que la réduction des inégalités (tableau 4).

Les personnes « plutôt en marge » sont surtout en faveur d'une garantie universelle des besoins de base et d'une réduction des inégalités. Dans une moindre mesure, les « intégrés universalistes » marquent une préférence à la garantie des besoins de base, quoique dans une moindre mesure, le premier critère, alors que les « intégrés sélectifs » se portent relativement plus sur le deuxième. De façon surprenante, la reconnaissance des mérites n'apparaît pas, quant à elle, liée à la classe typologique.

Ces trois indicateurs permettent également une conjecture sur les raisons qui conduisent une large majorité des Français à trouver la société plutôt injuste (75 % de ceux qui ont une opinion en 2004). D'après les tris croisés entre ces questions, ce serait d'abord en

raison des inégalités (khi-deux=89, ddl=1, p<0,001), puis d'une déficience dans la garantie des besoins de base à tous (khi-deux=28, ddl=1, p<0,001). En revanche, le manque de reconnaissance des mérites (sous condition d'égalité des chances) n'apparaît pas déterminant dans la formulation de ce jugement (khi-deux=0,88, ddl=1, p~0,37).

Malgré les réserves émises sur la question traitant de la prise en compte du mérite, on peut s'interroger sur les corrélations entre ces trois questions. On constate alors que les réponses sur la garantie universelle des besoins sont mieux corrélées avec celles sur la réduction des inégalités ($r = 0,31$) qu'avec celles sur la reconnaissance des mérites ($r = 0,23$). Bien que tous les coefficients de corrélation soient significatifs ($p < 0,0001$), le lien est plus fai-

T •04 les trois critères de justice sociale

	Garantir besoins de base	Réduire les inégalités	Reconnaître les mérites
Très important	79,4%	48,8%	79,4%
Assez important	18,3%	37,8%	19,6%
Peu important	1,8%	11,2%	0,9%
Pas important du tout	0,5%	2,2%	0,0%

Source : Enquête barométrique de la Drees

4. Cette question sur la reconnaissance des mérites n'est pas exactement celle proposée en psychologie sociale, ce qui pose des difficultés méthodologiques. La formulation utilisée ici introduit un biais dont on peut se demander s'il ne conduit pas les enquêtés à accorder plus d'importance à la reconnaissance des mérites que dans d'autres sondages.

ble entre la préférence pour la réduction des inégalités et la reconnaissance des mérites ($r = 0,17$). La hiérarchie de ces trois critères, qui place les besoins et les mérites au premier plan dans le but d'obtenir plus de justice sociale, devant la réduction des inégalités, n'est toutefois pas différente selon les diverses catégories sociodémographiques.

En revanche, l'opposition qui vient d'être constatée entre réduction des inégalités et reconnaissance des mérites varie selon ces mêmes catégories sociodémographiques. Les hommes, les plus âgés et les catégories professionnelles supérieures (ou plus diplômées ou à plus hauts revenus) opposent davantage que leurs vis-à-vis les critères de mérite et d'égalité. Ces relations varient plus faiblement selon le secteur d'activité, mais montrent tout de même une tendance à opposer davantage mérite et égalité chez les salariés du public, suivis par ceux du privé qui eux-mêmes devancent les indépendants ou employeurs.

8 *Les facteurs de réussite dans la vie : le goût du risque et l'apparence physique opposent les enquêtés*

Un dernier ensemble de questions, portant sur les facteurs de réussite dans la vie, a été ajouté au cours de la vague d'enquête de 2004. Les enquêtés devaient estimer l'importance de onze facteurs qui leur étaient proposés. Il en ressort l'ordonnement suivant. Tout d'abord viennent le goût du travail

(60 %), l'éducation et la formation (56%), le talent (49 %). Puis s'ajoutent à niveau moindre les réseaux de connaissances (32 %), le fait de vivre dans son pays natal (27 %), la chance (26 %), le goût du risque (15 %), l'apparence physique (15 %) et l'héritage financier (14%). Enfin, deux items sont jugés particulièrement peu importants : le fait d'être un homme ou une femme (8%) et l'opportunisme voire la tricherie (5%).

Ces facteurs de réussite apparaissent d'inégales importances selon la position occupée par la personne enquêtée dans la typologie établie précédemment, « plutôt en marge », « intégré sélectif » ou « intégré universaliste ». La plus forte divergence concerne l'importance attribuée au goût du risque, auquel les intégrés particularistes croient beaucoup plus que les autres. Vient ensuite l'opinion que la chance est également très importante, facteur nettement moins évoqué par les intégrés universalistes. De même, ils accordent moins de poids à l'apparence physique que les intégrés sélectifs, et surtout que les personnes plutôt en marge. Le fait que les femmes soient surreprésentées parmi ces personnes plutôt en marge explique pour une bonne part cet écart puisque d'une manière générale elles pensent nettement plus souvent que les hommes que l'apparence physique est un facteur qui compte. Ceci explique également pourquoi les personnes plutôt en marge affirment davantage que le fait d'être un homme et non une femme est décisif. Les intégrés sélectifs se différencient également des autres en affirmant que le

goût du travail est un facteur déterminant. Les personnes plutôt en marge considèrent le fait d'être natif du pays pour y réussir plus important que les intégrés particularistes, et surtout que les intégrés universalistes. Enfin, selon une hiérarchie similaire, les personnes plutôt en marge accordent davantage d'importance aux réseaux de connaissances dont elles ressentent sans doute le défaut, que les intégrés sélectifs, puis les intégrés universalistes. Les trois catégories issues de la typologie ne se distinguent pas en revanche pour ce qui touche aux quatre derniers facteurs de réussite proposés par l'enquête, à savoir : le talent, l'opportunisme ou la tricherie, l'héritage financier et l'éducation.

En conclusion, ces nouvelles questions sur la justice sociale viennent dans l'ensemble préciser les analyses effectuées à partir des enquêtes antérieures. L'une des dimensions les plus importantes et les plus structurantes de l'opinion, s'agissant des questions touchant à la protection sociale entendue au sens large semble être l'exigence de justice sociale, et les différents critères qui la définissent. C'est du moins ce que permet de constater la vague de 2004, bien qu'elle soit sur de nombreux points en rupture avec les enquêtes précédentes. L'horizon s'est fortement assombri en 2004 aux yeux des enquêtés, du fait notamment de la remontée du chômage. Dès lors, les personnes « plutôt en marge », pour reprendre la terminologie de notre typologie, en appellent davantage qu'auparavant à une cohésion sociale qu'elles justifient plus nettement par le recours à des normes universalistes. ●

Bibliographie

- BOISSELOT P., 2005, *L'évolution entre 2000 et 2004 des opinions des Français en matière de santé et de protection sociale, Etudes et résultats, avril, n° 395.*
- DEUTSCH M., 1975, *Equity, Equality and Need: What Determines Which Value Will Be Used as the Basis of Distributive Justice, Journal of Social Issues, vol. 31, n° 3, 137-150.*
- FORSÉ M., PARODI M., 2001, *Un panorama des opinions à l'égard de l'Etat-providence, Etudes et résultats, septembre, n° 135.*
- FORSÉ M., PARODI M., 2003, *Stabilité et évolutions des opinions à l'égard de l'Etat-providence entre 2000 et 2002, Etudes et résultats, novembre, n° 273.*
- LEBART L., MORINEAU A., PIRON M., 2000 (3^{ème} éd.), *Statistique exploratoire multidimensionnelle, Paris, Dunod.*